

Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL
Lundi 13.11.2017

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, maire.

Date de la convocation : 9 novembre 2017

Nombre de conseillers : 15
En exercice : 12
Votants : 12

Présents : Mmes C Aubry, MP. Girod, C. Mathieu, C. Martin. S. Mazenc-Nehr.
MM. G. Duraffourg, C. Saitta, P. Tissot, J.F. Ravot

Absent Excusés : MM P. Chiggiatto, R. Letscher, T. Leyvraz

Procuration : T. Leyvraz à G. Duraffourg, P. Chiggiatto à JF Ravot

Secrétaire de séance : Mme C. Martin

Début de la séance : 20 heures

M. le Maire annonce une modification dans l'Ordre du Jour :

La délibération supplémentaire n°15 concernant : **Convention maintenance de l'ascenseur de la mairie**

I. Approbation du compte-rendu de la séance du 11 septembre 2017

Approuvé à l'unanimité

II. Délibérations

1- Finances : Budget supplémentaire de l'exercice 2017

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;
Vu sa délibération du 20 mars 2017 portant adoption du Budget Primitif de l'exercice 2017 ;
Considérant la nécessité d'intégrer les modifications consécutivement à l'approbation du compte administratif de l'exercice 2016 ;
Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter un Budget supplémentaire pour l'exercice 2017 ;

Approuvé à l'unanimité

2- Finances : Garantie d'emprunt OGEC Ecole Ste Marie

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu l'article L2252-1 du Code Général des Collectivités Locales modifié par la loi du n°96-314 du 12 avril 1996 article 20 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ARTICLE 1

ACCORDE sa garantie à hauteur de **50 %**, soit pour un montant de **350'000 euros**, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de **700 000 euros** souscrit par l'Emprunteur, OGEC école Sainte Marie, auprès du Crédit Mutuel Gessien. Ce prêt est destiné à financer l'agrandissement de l'école.

ARTICLE 2 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

La collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 :

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

S'ENGAGE pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Approuvé à l'unanimité

3- Pacte financier et fiscal de solidarité

Monsieur le maire présente au conseil municipal le Pacte financier et fiscal de solidarité (document joint) proposé par la Communauté de communes du Pays de Gex à ses 27 communes membres et tel qu'adopté par le Conseil communautaire du 26 octobre 2017 (délibération jointe).

Véritable outil financier du projet de territoire, le pacte financier et fiscal de solidarité, répond à plusieurs objectifs :

- renforcer et simplifier les mécanismes de solidarité financière entre la communauté de communes et ses communes membres ;
- optimiser les différentes sources de financements notamment fiscales grâce à l'instauration de la dotation de solidarité communautaire ;
- coordonner les stratégies d'investissement sur le territoire grâce à la définition et l'application d'une politique partagée des fonds de concours.

Le pacte propose quatre leviers sur lesquels les communes membres et la Communauté de communes du Pays de Gex doivent s'engager :

- les attributions de compensation ;
- la dotation de solidarité communautaire ;
- les fonds de concours ;
- le fonds de péréquation des ressources Intercommunales et communales.

Il s'appuie également sur la mise en place d'un observatoire financier et fiscal pris en charge et animé par l'intercommunalité en associant élus et techniciens des communes membres.

Il relance la dynamique de mutualisation en proposant, notamment, un renfort d'expertise aux communes qui en exprimeraient le besoin

Approuvé à l'unanimité

4- Indemnité de conseil et de budget du 1er avril 2017 au 31 décembre 2017 à M. le Receveur Municipal

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la nomination de M. RIETZMANN André, à la trésorerie de Gex à compter du 1er avril 2017.

Il rappelle *l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982* modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, *l'arrêté du 16 décembre 1983* fixant les modalités d'attribution de l'indemnité de Conseil au Receveur Municipal prévue dans les dispositions du *décret n°82.979 du 19 novembre 1982* qui précise les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat, et de *l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983*, précisant également que le principe d'attribution de cette indemnité est acquis pour la durée restante du mandat et qu'il doit être renouvelé à chaque changement de Comptable et lors de chaque renouvellement du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

ACCEPTE de demander le concours du Receveur Municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance dans les domaines budgétaires, économiques, financiers et comptables,

DECIDE d'accorder à Monsieur le Receveur Municipal les indemnités de Conseil et de Budget pour toute la période citée,

DEMANDE que cette indemnité soit calculée sans modulation selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité, et soit attribuée à M. RIETZMANN André pour toute la durée du mandat sauf délibération spéciale contraire,

IMPUTE la dépense à l'article 6225 du Budget Communal.

Approuvé à la majorité, (10 voix Pour et 1 abstention C. Aubry)

5- Acquisition de la parcelle B167 de 100m2 appartenant à M. Girod de l'Ain Bertrand

Monsieur le Maire évoque à l'assemblée les problèmes rencontrés sur la parcelle B 167 de 100 m², appartenant à Monsieur Bertrand GIROD DE L'AIN située à Chevry-Dessous.

En effet, plusieurs arbres plantés sur cette parcelle sont en mauvais état. Il est nécessaire de procéder à leur abattage. Il rappelle que ces arbres se situent à proximité du groupe scolaire F. Dolto.

Madame GIROD DE L'AIN a accepté de céder la parcelle B 167 à la commune de CHEVRY à l'euro symbolique.

Dès lors, la commune de CHEVRY procèderait à la sécurisation du site.

Approuvé à l'unanimité

6 - CCPG – Prise de compétence « eaux pluviales »

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux expose à l'assemblée la délibération adoptée par la Communauté de Communes du Pays de Gex lors de sa séance du 28 septembre dernier concernant le transfert de compétence eaux pluviales des communes au profit de la CCPG.

Dans cette délibération, le transfert de la compétence Eaux Pluviales portera sur la collecte, l'entretien, le renouvellement et l'extension des installations et ouvrages, y compris les espaces de rétention des eaux, destinés à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales, ainsi que le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics.

Ce transfert concernera les principaux ouvrages suivants : réseaux, bassins écrêteurs, ouvrages de rétention, avaloirs. L'exploitation de ces ouvrages sera assurée par la CCPG.

Les ouvrages indissociables de la voirie resteront de la compétence communale car ils sont étroitement liés, pour leur entretien, à celui de la voirie.

Au titre de sa compétence optionnelle Assainissement, le transfert de la compétence Eaux pluviales, élargie au ruissellement non urbain sera au profit de la CCPG.

Cette prise de compétence sera effective au 1^{er} janvier 2018.

Approuvé à l'unanimité

7- Contrat de maintenance pour la signalisation lumineuse avec la société IMS service

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le contrat de maintenance à conclure avec la Sté IMS SERVICES 6 rue d'Italie 68310 WITTELSHEIM.

Ce contrat concerne la maintenance préventive sur les deux radars pédagogiques installés sur notre commune.

Ce contrat pour une durée d'une année à compter de la signature.

Le coût annuel de ce contrat est de 350 € HT.

Approuvé à l'unanimité

8 - Rénovation du guichet de l'agence Postale – Avenant n°1 au marché de maîtrise d'oeuvre

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux rappelle à l'assemblée la délibération du 12 octobre 2015 confiant une mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du guichet de l'Agence Postale Communale à la société Atelier Archi et Design – 39200 SAINT CLAUDE.

Il expose qu'il convient, en vertu du CCAP et de son article 8-3, de fixer par un avenant le montant de rémunération définitif, suite à l'acceptation de l'avant-projet définitif :

Montant de l'estimation définitive des travaux à charge de la commune : 146 280 € HT

Montant de la rémunération sur mission de base : 18 285 € HT, soit un taux de 12.5 %

Montant de la rémunération initiale : 9 750 € HT, soit un taux de 13 % sur un montant initial de 75 000 € HT

Montant de l'avenant : 8 535 € HT, soit 10 242 € TTC

Cet avenant vise également à déclarer les co-traitants qui interviennent sur cette opération, à savoir :

M. Alain LAZZAROTTO – Bet Fluides – 9. Montée St Romain – 39200 SAINT CLAUDE

CSB – Bet Structure – 2, Chemin des Maisonnettes – 39150 SAINT LAURENT EN GRANDVAUX

M. Alain WAILLE – 38, Ter Grande Rue – 39170 SAINT LUPICIN

Approuvé à l'unanimité

9 – SIEA Plan de financement Eclairage public - Mairie

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet détaillé de l'éclairage public de la mairie Route de Prost à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

Montant des travaux inscrits au programme T.T.C. (1)	8 000,00 €
Soit montant H.T.	6 666,67 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Syndicat	2 745,00 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds HT Article 5	6 000,00 €
Participation du Syndicat	1 235,25 €
Article 5	4 764,75 €
Fonds de compensation de TVA	1 312,32 €
Dépense prévisionnelle nette restant à la charge de la commune	687,68 €
Total :	8 000,00 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.	

Approuvé à l'unanimité

10- SIEA Plan de financement - Mise en souterrain réseau Télécom – chemin des Golettes

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet sommaire de la mise en souterrain du réseau télécom chemin des Golettes à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

A - Montant des travaux restant à la charge de la Collectivité (TTC) :	30 000 €
B - Subvention du SIEA	6 000 €
C - Participation de la Commune (80% du TTC) :	24 000 €

Approuvé à l'unanimité

11- SIEA Plan de financement - Mise en souterrain réseau Basse tension – chemin des Golettes

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet sommaire de la mise en souterrain du réseau basse tension à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

A - Montant des travaux projetés (TTC) : (1)	87 000 €
B - Dépense prise en charge par le SIQA :	17 383 €
C - Récupération de T.V.A.	14 268 €
D - Dépense prévisionnelle restant à la charge du SIQA dans le cadre de la redevance "article 5" du Cahier des Charges Concession du Pays de Gex :	55 349 €
E - Dépense restant à la charge de la Commune : (A inscrire au compte 20415 – Subventionsd'Equipements aux Organismes Publics – Groupement de Collectivités)	0 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'œuvre et une marge pour imprévus.	

Approuvé à l'unanimité

12- SIEA Plan de financement - Eclairage public – chemin des Golettes

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet sommaire de l'éclairage public du chemin des Golettes à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

Montant des travaux inscrits au programme T.T.C. (1)	37 000,00 €
Soit montant H.T.	30 833,33 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Syndicat	13 730,00 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds HT Article 5	20 000,00 €
Participation du Syndicat	6 178,50 €
Article 5	13 821,50 €
Fonds de compensation de TVA	6 069,48 €
Dépense prévisionnelle nette restant à la charge de la commune	10 930,52 €
Total :	37 000,00 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.	

Approuvé à l'unanimité

13 - MAISON DES ASSOCIATIONS – Délibération annule et remplace celle du 22.05.2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les difficultés rencontrées depuis plusieurs années quant à l'utilisation de salles appropriées permettant aux nombreuses associations de Chevry de pouvoir fonctionner.

En effet aujourd'hui la commune dispose de quatre lieux d'activité : l'annexe de l'ancienne mairie, la salle des fêtes, la salle du Roussillon et l'école Françoise Dolto.

La difficulté réside essentiellement dans le fait qu'aucun de ces lieux, hormis l'annexe de l'ancienne mairie, n'est dédié aux associations.

Devant le nombre croissant de demandes, considérant que la gestion de la salle des fêtes s'avère compliquée du fait qu'elle accueille à la fois des privés, à la fois la crèche ambulante et également d'autres associations, considérant également que les activités extérieures dans l'école F. Dolto sont incompatibles avec la gestion de l'école, il convient de mettre en œuvre des solutions nouvelles, adaptées, en proximité avec le futur centre de Chevry.

Monsieur le Maire propose de construire une maison des associations sur la parcelle B 753, située dans le périmètre du centre bourg et non sur la parcelle D 753 comme énoncé dans la délibération du 22/05/2017.

Au regard de la mission de pré-programmation effectuée par Mme Géraldine PIN urbaniste travaillant également sur le projet de centre bourg, la surface nécessaire serait d'environ 600 m2 pour un coût estimatif de 1 080 000 € H.T.

Monsieur le Maire souhaite adjoindre à ce projet une assistance à Maîtrise d'ouvrage afin d'apporter un éclairage technique et un suivi des opérations ainsi que de procéder au marché de mise en concurrence de la future maîtrise d'œuvre.

Cette délibération annule et remplace la délibération votée en date du 22 mai 2017.

Approuvé à l'unanimité

14- Modification du PLU de Chevry – Délibération annule et remplace celle du 22/05/2017

Monsieur le Maire-adjoint en charge de l'urbanisme présente à l'assemblée les points qui sont nécessaires à faire évoluer dans le cadre de la modification du PLU.

Aujourd'hui, concernant le patrimoine communal notamment l'ancienne mairie et l'ancienne gare, le règlement du PLU stipule dans ses annexes « Patrimoine » que :

« L'architecture extérieure du bâtiment doit être préservée notamment les volumes, la forme du toit, les ouvertures. »

Or, plusieurs projets concernent ces deux bâtiments dans leur reconversion notamment en commerces.

Dès lors, il apparaît nécessaire de modifier les règles instaurées en laissant la commune opérer les changements qu'elle jugera utiles pour mener à bien ses projets.

De plus, la commune de Chevry souhaite rapidement construire une maison des associations rendue nécessaire par l'accroissement du nombre d'associations chevrysiennes et le manque de lieux d'accueil.

Le projet se situera sur la parcelle B 753 située dans le périmètre du futur centre bourg en zone UAa et non sur la parcelle D 753 située en zone UB comme énoncé dans la délibération du 22/05/2017.

Or, il s'avère que les contraintes de ladite parcelle ne permettent pas en l'état de construire un bâtiment d'environ 600 m2.

L'article R.123-9 du Code de l'urbanisme relatif au règlement du plan local d'urbanisme précise que des règles particulières peuvent être applicables aux « constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ».

Dès lors, il est proposé de saisir Monsieur le Président de la Communauté de communes du Pays de Gex (CCPG) afin que soit modifié le PLU de Chevry dans le sens de l'article R.123-9 notamment dans ses zones urbaines UA et UB afin qu'il puisse être dérogé aux règles initialement prévues, ce pour les constructions et installations publiques communales et permettre à la commune de s'affranchir desdites règles.

Cette délibération annule et remplace la délibération votée le 22 mai 2017.

Approuvé à l'unanimité

15- Convention maintenance de l'ascenseur de la Mairie

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le contrat de maintenance à conclure avec la Sté STAP ESCENSEURS 370 avenue des Jourdiés 74807 LA ROCHE S/FORON.

Ce contrat concerne la maintenance et le dépannage de l'élévateur situé dans la mairie de Chevry.

Ce contrat est conclu pour une durée d'une année à compter de la signature.

Le coût annuel de ce contrat est de 440 € HT.

Approuvé à l'unanimité

III Divers

- Exposition des artistes et créateurs de Chevry - Vernissage : vendredi 17.11.2017 à 19h.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21h.